



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME

Valence, le 3 avril 2013

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes

Unité Territoriale Drôme-Ardèche
Subdivision 6
Affaire suivie par Pascal BRIE

Tél. : 04 75 82 46 46
Fax : 04 75 82 46 49

UTDA-EN-13-0267-PBPB

courriel : pascal.brie@developpement-durable.gouv.fr

PREFECTURE DE LA DROME
Direction départementale de la
protection des populations (DDPP)
Service Environnement
33 avenue de Romans
BP 96
26 904 VALENCE CEDEX 9

DEPARTEMENT DE LA DROME
Création d'une commission de suivi de site (CSS)

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Rapport de l'inspecteur des installations classées au Conseil départemental de
l'environnement et des risques sanitaires et technologiques**

| | |
|--------------------------------------|--|
| Objet | : Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située à ST SORLIN EN VALLOIRE– Création d'une commission de suivi de site (CSS) |
| Réf | : Code de l'environnement Décret n°2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site |
| Annexe | : Projet d'arrêté préfectoral portant création de la CSS |
| Raison sociale | : SYTRAD (Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche- Drôme) |
| Siège social | : 7 rue Louis Armand ZI La Motte 26 800 PORTES LES VALENCE |
| Adresse de l'établissement | : ISDND SYTRAD 875 route des Sorbiers 26 210 ST SORLIN EN VALLOIRE |
| Activité exercée | : Stockage de déchets non dangereux |
| Code GIDIC de l'établissement | : 103.89 |
| Priorité DREAL | : P2 |

INTRODUCTION

En application de l'article L 125-2-1 du code de l'environnement introduit par la loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010, les commissions de suivi de site (CSS) doivent se substituer aux comités locaux d'information et de concertation (CLIC), créés par la loi sur les risques technologiques et naturels du 30 juillet 2003, et aux commissions locales d'information et de surveillance (CLIS), créées par la loi sur l'élimination des déchets de 1975.

Cette réforme, qui vise à améliorer les conditions du dialogue autour des sites, fond dans un type unique de commission les diverses instances d'information et de concertation créées, ou qui peuvent être créées, autour des installations classées (CLIC, CLIS, CLIE ...), hors les CLI nucléaires, qui sont régies par un autre texte.

Le décret 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif, a été complété par le décret 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site.

Dans l'étude d'impact de la loi Grenelle 2, les CSS sont décrites comme permettant un « *dialogue facilité entre les entreprises et leurs interlocuteurs, en particulier riverains et collectivités locales, et sont en fait du temps gagné lors de discussions ultérieures sur des sujets compliqués (projets d'extension, plaintes, suites d'incident) car les acteurs se connaissent, ont une base de discussion préalable qui leur permet d'aller à l'essentiel* ». Il est également affirmé que les CSS « *contribueront indéniablement à une amélioration de la transparence et de l'information des citoyens et donc du respect par la France de ses obligations internationales et européennes dans ce domaine, et au-delà au développement d'une approche partagée par la société des questions environnementales* ».

II – ISDND EXPLOITEE PAR LE SYTRAD à ST SORLIN EN VALLOIRE

Par arrêté préfectoral n°09-0424 du 30 janvier 2009, le SYTRAD a été autorisé à exploiter à ST SORLIN EN VALLOIRE, au lieu-dit « Les Grises », un affouillement de sol, ainsi qu'un centre de stockage de déchets non dangereux.

L'autorisation arrive à échéance le 30 janvier 2019, la quantité annuelle maximale de déchets pouvant être stockés s'élève à 30 000 tonnes.

Arrêtés préfectoraux notifiés postérieurement :

- A.P. N°10-2637 du 30 juin 2010 imposant des prescriptions relatives au contrôle du rejet de substances dangereuses dans l'eau.
- A.P. n°2011207-0025 du 26 juillet 2011 mettant à jour les rubriques applicables au site et modifiant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n°09-0424 du 30 janvier 2009.

Information :

En application du décret n°93-1410 du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévues à l'article L 124-1 du code de l'environnement, une commission d'information et de surveillance (CLIS) a été créée par arrêté préfectoral n°05-5767 du 16 décembre 2005.

Les membres de cette commission étant nommés pour une durée maximale de trois ans, un nouvel arrêté préfectoral est à notifier.

III – MISE EN PLACE D'UNE COMMISSION DE SUIVI DE SITE (CSS)

1. Considérations générales

L'évolution de la réglementation rappelée en introduction du présent rapport nous a conduit à préparer la mise en place d'une CSS. Rappelons les points essentiels suivants :

La commission de suivi de site a pour mission de :

- créer un cadre d'échange et d'information entre les différents représentants des 5 collèges qui la compose (collège « administrations de l'État », collège « élus des collectivités territoriales », collège « exploitant », collège « riverains », collège « salariés ») sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants d'installations de traitement des déchets, situées dans son périmètre d'intervention, en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- suivre l'activité des installations classées pour lesquelles elle a été créée, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;
- promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1.

Pour mener à bien sa mission, la commission est tenue régulièrement informée des modifications que l'exploitant envisage d'apporter à ses installations, des décisions individuelles dont ces installations font l'objet mais également des incidents ou accidents survenus à l'occasion de leur fonctionnement.

Nous proposons que le fonctionnement de la commission soit défini dans un règlement intérieur adopté lors de la réunion d'installation de la commission de suivi de site, conformément aux dispositions des articles R 125-8-3 à R125-8-5 du code l'environnement, ce règlement doit respecter en particulier les clauses suivantes :

- Les règles de fonctionnement de la commission sont fixées de telle manière que chacun des cinq collèges qui la compose y bénéficie du même poids dans la prise de décision.
- La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège désigné par les membres de chacun des collèges lors de la tenue de la première réunion de la nouvelle commission de suivi de site.
- La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau.
- L'ordre du jour est fixé par le bureau.
- Le bureau pourra décider que certaines réunions soient ouvertes au public.
- Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit la commission.

Le SYTRAD devra adresser à la commission :

- les rapports d'analyse critique (tierces expertises) réalisés en application de l'article R.512-7 du code de l'environnement ;
- Les modifications mentionnées à l'article R. 512-33 du code de l'environnement que le SYTRAD envisage d'apporter à son installation ainsi que des mesures prises par le préfet en application des dispositions de ce même article ;
- le rapport environnemental de l'exploitant de l'installation, lorsqu'il existe ;

– le rapport annuel d’activité mentionné à l’article 45 de l’arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

2. Actions menées

Les membres pressentis de la future CSS ont été contactés par courriers et courriels. Notons les points essentiels suivants :

- Le président de la FRAPNA DROME ou son représentant, le président de l’association des habitants de la Meyerie ou son représentant, ont accepté d’être membres du collège « riverains » ;
- Des difficultés ont été rencontrées pour les membres du collège « salariés protégés », dans la mesure où le SYTRAD ne compte aucun salarié protégé. En conséquence, il a été envisagé d’inviter les deux salariés du SYTRAD travaillant sur le site, à savoir : Stéphane PRAL et Bruno BRUNET.

Ceci étant, il est important de souligner que la composition d’une CSS peut évoluer au cours du temps, il suffit de notifier un arrêté préfectoral modifiant le précédent qui fixe cette composition.

Soulignons, d’une part que les membres d’une CSS sont nommés pour une durée de cinq ans et non plus trois ans, comme c’était le cas des CLIS, d’autre part qu’il n’est plus nécessaire de préciser le nom des titulaires et suppléants de la commission dans l’arrêté préfectoral qui la crée, mais seulement leur fonction.

IV – CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L’INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

En application de l’article L 125-2-1 du code de l’environnement, les commissions de suivi de site (CSS) doivent se substituer aux commissions locales d’information et de surveillance (CLIS) dès le renouvellement nécessaire de la nomination de ses membres, ce qui est le cas pour la CLIS relative à l’installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par le SYTRAD à ST SORLIN EN VALLOIRE.

En conséquence, nous avons procédé à une consultation des membres pressentis de la future CSS devant succéder à la CLIS sus-citée. Les réponses reçues nous conduisent à proposer à la signature de monsieur le Préfet de la Drôme le projet d’arrêté préfectoral joint au présent rapport, portant création de la «**CSS ISDND ST SORLIN EN VALLOIRE**».

L’inspecteur des installations classées

Pascal BRIE

VALENCE, le

Vu, adopté et transmis à monsieur le préfet de la Drôme

Pour le directeur et par délégation

Le Chef de l’unité territoriale Drôme-Ardèche

Gilles GEFFRAYE

Arrêté préfectoral n°
portant création de la Commission de Suivi de Site «CSS ISDND ST SORLIN EN VALLOIRE»
en remplacement de la CLIS relative à l'ISDND de ST SORLIN EN VALLOIRE,
exploitée par le SYTRAD

Le Préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 125-2-1, R 125-5, R 125-8-1 à R 125-8-5 ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, notamment ses articles 45 et 46 ;

VU l'arrêté préfectoral n°05-5767 du 16 décembre 2005 fixant la composition de la commission locale d'information et de surveillance créée dans le cadre de l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située à ST SORLIN EN VALLOIRE, au lieu-dit « Les Grises », 875 route des Sorbiers ;

VU l'arrêté préfectoral n°09-0424 du 30 janvier 2009 autorisant le SYTRAD (Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche-Drôme), dont le siège social est situé 7, rue Louis Armand, Z.I. La Motte 26 800 PORTES LES VALENCE, à étendre l'exploitation de son Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) implantée à SAINT SORLIN EN VALLOIRE au lieu-dit « Les Grises » ;

VU l'arrêté préfectoral n°10-2637 du 30 juin 2010 imposant des prescriptions relatives au contrôle du rejet de substances dangereuses dans l'eau rejetée par l'ISDND susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011207-0025 du 26 juillet 2011 portant modification des conditions d'exploitation et mise à jour des rubriques applicables à l'ISDND susvisée ;

VU le rapport et les propositions en date du 3 avril 2013 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région RHONE-ALPES ;

CONSIDERANT les nuisances, dangers et inconvénients susceptibles d'être présentés par l'ISDND exploitée par le SYTRAD à ST SORLIN EN VALLOIRE, et l'intérêt qu'il y a de mettre en place une commission de suivi de site, en raison notamment des nuisances olfactives et des envols pouvant être générés ;

CONSIDERANT que l'ISDND relève de l'article R 125-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'ISDND susvisée est un centre collectif de stockage qui reçoit des déchets non inertes au sens de l'article R 541-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de madame le secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRETE

Article 1^{er} : Création de la commission de suivi de site

En remplacement de la commission locale d'information et de surveillance (CLIS) mise en place dans le cadre de l'exploitation de l'ISDND (installation de stockage de déchets non dangereux) par le SYTRAD (Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche-Drôme), à ST SORLIN EN VALLOIRE, au lieu-dit « Les Grises », 875 route des Sorbiers, il est créé autour de cette même installation une commission de suivi de site dénommée « **CSS ISDND ST SORLIN EN VALLOIRE** ».

Article 2 : Composition

La commission de suivi de site est composée des membres suivants ou de leurs représentants, répartis en cinq collèges :

Collège "administrations de l'État" :

- le préfet du département de la Drôme ou son représentant,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région RHONE-ALPES (DREAL) ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires de la Drôme (DDT) ou son représentant,
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Drôme (SDIS) ou son représentant,
- le directeur général de l'agence régionale de santé de la région RHONE-ALPES (ARS) ou son représentant.

Collège "élus des collectivités territoriales" :

- le maire de la commune de ST SORLIN EN VALLOIRE, ou son représentant,
- le maire de la commune de MANTHES, ou son représentant,
- le maire de la commune de MORAS EN VALLOIRE, ou son représentant,
- le maire de la commune d'EPINOUE ou son représentant,
- le président de la communauté de communes Rhône-Valloire ou son représentant.

Collège "exploitant" :

- le président du SYTRAD ou son représentant,
- le responsable de l'exploitation de l'ISDND de ST SORLIN EN VALLOIRE ou son représentant,
- le responsable sécurité-environnement du SYTRAD ou son représentant.

Collège "riverains" :

- le président de la FRAPNA DROME ou son représentant,
- le président de l'association des habitants de la Meyerie ou son représentant.

Collège "salariés" :

En l'absence de salariés protégés travaillant au sein du SYTRAD, les deux salariés travaillant sur le site :

- Monsieur Stéphane PRAL ;
- Monsieur Bruno BRUNET.

Les membres sont nommés pour une durée de cinq ans.

Article 3 : Présidence de la commission et composition du bureau

La commission de suivi de site est présidée par le préfet du département de la Drôme ou son représentant.

La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège désigné par les membres de chacun des collèges lors de la tenue de la première réunion de la commission.

Article 4 : Mission

La commission de suivi de site a pour mission de :

- créer un cadre d'échange et d'information entre les différents représentants des collèges énoncés à l'article 2, sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants d'installations de traitement des déchets, situées dans son périmètre d'intervention, en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- suivre l'activité des installations classées pour lesquelles elle a été créée, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;
- promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1.

Pour mener à bien sa mission, la commission est tenue régulièrement informée des modifications que l'exploitant envisage d'apporter à ses installations, des décisions individuelles dont ces installations font l'objet mais également des incidents ou accidents survenus à l'occasion de leur fonctionnement.

Article 5 : Fonctionnement de la commission

Le fonctionnement de la commission est défini dans un règlement intérieur adopté lors de la réunion d'installation de la commission de suivi de site, conformément aux dispositions des articles R 125-8-3 à R125-8-5 du code de l'environnement, ce règlement doit respecter en particulier les clauses suivantes :

- Les règles de fonctionnement de la commission sont fixées de telle manière que chacun des cinq collèges mentionnés à l'article 2 y bénéficie du même poids dans la prise de décision.
- La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau.
- L'ordre du jour est fixé par le bureau.
- Le bureau pourra décider que certaines réunions soient ouvertes au public.
- Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit la commission.

Article 6 : Secrétariat de la commission

Le secrétariat de la commission est assuré par la DREAL Rhône-Alpes, Unité Territoriale de Drôme-Ardèche.

Le secrétariat de la commission pourra se faire assister par un prestataire dont le choix sera soumis à l'avis de la DREAL Rhône-Alpes, attributaire des crédits de fonctionnement de la commission, pour l'aider à assurer sa mission.

Article 7 : Information de la commission par les industriels et les collectivités

L'exploitant de l'installation visée dans le présent arrêté adresse à la commission :

- les rapports d'analyse critique (tierces expertises) réalisés en application de l'article R.512-7 ;
- Les modifications mentionnées à l'article R. 512-33 du code de l'environnement que l'exploitant envisage d'apporter à son installation ainsi que des mesures prises par le préfet en application des dispositions de ce même article ;
- le rapport environnemental de l'exploitant de l'installation, lorsqu'il existe ;

– le rapport annuel d’activité mentionné à l’article 45 de l’arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié.

Le bureau de la commission fixe la date et la forme sous lesquelles l’exploitant adresse ces documents.

Les représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale, membres de la commission, informent la commission des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l’aménagement de l’espace autour de ladite installation.

Article 8 : Information du public sur les travaux de la commission

La commission met régulièrement à la disposition du public un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats, en particulier sur le site internet <http://www.cssrhonealpes.com> (ou <http://www.clicrhonealpes.com>).

Article 9 : Validité des consultations

Les consultations de la commission locale d’information et de surveillance, créée par l’arrêté préfectoral n°05-5767 du 16 décembre 2005 susvisé fixant la composition de cette commission, auxquelles il a été procédé avant l’entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté, demeurent valides en tant qu’elles ont été effectuées conformément aux dispositions antérieures au décret du 7 février 2012 susvisé.

Article 10 : Abrogation

L’arrêté préfectoral susvisé n°05-5767 du 16 décembre 2005, fixant la composition de la commission locale d’information et de surveillance, est abrogé.

Article 11 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de GRENOBLE, le délai de recours est de deux mois à compter de sa publication.

Article 12 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme et monsieur le directeur régional de l’environnement, de l’aménagement et du logement (DREAL) chargé de l’inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié aux membres de la commission.

Le préfet